

NEWS

Date: 31 mars 1985

Solidarnosc

No: 43

B.D.I.C.

LES POLONAIS sont prêts à faire de nombreux sacrifices pour le bien de leur pays... si les autorités gouvernementales garantissent un programme de réformes rationnelles et efficaces pour juguler la crise qui caractérise l'économie polonaise depuis de longues années. Le gouvernement doit être capable de garantir à la société que l'augmentation des prix projetée n'aura pas comme conséquence un nouveau gaspillage de personnes et de ressources. Ce sont les remarques de Lech Walesa en introduction à un rapport économique, daté du 25 février, sur les conséquences de l'augmentation arbitraire des prix sur le niveau de vie en Pologne. Ce rapport a été préparé par les conseillers et les économistes de NSZZ "Solidarnosc". Sans cette garantie minimale du pouvoir, la société polonaise, selon Walesa, devra, une fois de plus, supporter tout le poids de la négligence et de l'incompétence du gouvernement, du coût de l'argent dilapidé à des investissements improductifs et d'un état policier aux organes de sécurité démesurés. Pour Lech Walesa, la raison principale de s'opposer à cette augmentation des prix, c'est l'absence totale de participation sociale à quelque phase que ce soit de la planification économique. Les sacrifices au nom du progrès économique ne veulent rien dire sans la moindre forme de contribution sociale au processus de décision. NSZZ "Solidarnosc" est encore toujours prête à renouer un dialogue honnête avec les autorités. Quand ce dialogue sera entamé, conclut Walesa, la société polonaise toute entière sera prête à supporter de nouveaux sacrifices.

LA COMMISSION DE COORDINATION PROVISOIRE DE NSZZ "Solidarnosc", (TKK), a fait paraître les trois déclarations ci-dessus le 5 mars 1985. Ont signé: Bogdan Borusewicz, région Gdansk; Zbigniew Bujak, région Mazowsze; Tadeusz Jedynak, région Silésie-Dabrowska; Marek Muszynski, région Basse-Silésie, ainsi qu'un représentant de la région Malopolska.

DEFENSE DU NIVEAU DE VIE

La menace d'une grève d'un quart d'heure a amené les autorités de la République Populaire de Pologne à déclarer que les augmentations de prix annoncées pour les denrées alimentaires et les sources d'énergie seront fortement atténuées. Lorsque le risque immédiat était disparu, après la décision du retrait du préavis de grève, le gouvernement a maintenu malgré tout ces augmentations de prix presque au niveau initial. Nous n'avons obtenu qu'un répit de un à trois mois pour seulement une partie des produits concernés, ainsi qu'une augmentation des pensions les plus faibles. Ceci ne suffit pas.

Suivant nos estimations préliminaires, une pleine compensation des augmentations actuelles exigerait une augmentation mensuelle des salaires d'environ 2 mille zlotys. La compensation de 250 zlotys, officiellement promise aux plus faibles revenus, est donc loin d'être suffisante et oblige notre syndicat à réagir fermement.

Il convient de souligner que durant les dernières années on a introduit une série d'augmentations drastiques des prix sans prévoir de compensations suffisantes. Ceci eut pour conséquence une paupérisation généralisée de la population sans toutefois contribuer à l'amélioration de la situation économique du pays. Aujourd'hui presque chacun a la ferme conviction que des nouveaux sacrifices ne nous apporteront rien en dehors de l'accroissement de l'appauvris-

sement. C'est pourquoi nous avons le droit et le devoir d'exiger une compensation des actuelles augmentations de prix dans leur totalité par un rehaussement simultané des salaires d'environ 2 mille zlotys. Ceci est une thèse fondamentale de notre syndicat.

Nous rappelons par la même occasion que nous avons souvent souligné la nécessité d'instaurer un supplément de vie chère, c'est-à-dire, d'un mécanisme crédible qui équilibrerait automatiquement l'augmentation du coût de la vie sans les tensions sociales inutiles. Par les accords de Gdansk, les autorités de Gdansk se sont engagées à créer un tel supplément de revenus. C'est un élément indispensable pour une réelle réforme économique.

En tentant d'obtenir une pleine compensation des augmentations de prix actuelles, nous devons tirer les leçons de nos expériences passées. Celles-ci nous indiquent que nous n'avons qu'un seul moyen d'agir de manière réellement efficace: la pression croissante et coordonnée à l'échelle du pays tout entier, où le personnel des entreprises, n'hésitera pas à recourir même à la grève. C'est pourquoi nous adoptons le programme d'action commun suivant pour l'entièreté de notre syndicat.

1. Nous lançons un appel pour l'organisation de meetings dans les entreprises au moment du changement de pose ou après les heures de travail le premier avril 1985, c.à.d. le jour où les autorités ont annoncé de rendre effective la deuxième étape de l'augmentation des prix.

2. Cette année, les manifestations du 1er Mai se dérouleront avant tout sous le signe de la pleine compensation et de la libération des prisonniers politiques.

4°P. 12007

3. En cas de non-réalisation, avant la fin du mois d'avril, de notre exigence de pleine compensation, le syndicat décidera d'une grève générale durant l'introduction de la troisième étape des augmentations annoncées pour juin prochain.

Sans attendre de directives précises, les structures de NSZZ "Solidarnosc" et chacun des membres du syndicat doivent préparer les travailleurs à la lutte commune. Il s'agit de revendiquer sans cesse, une compensation de l'augmentation du coût de la vie, et de nous défendre contre les tentatives d'instauration d'un allongement du temps de travail. Dans cette lutte, nous devons utiliser toutes les formes d'action élaborées par le mouvement syndical.

LA POLITIQUE REPRESSIVE DES AUTORITES POLONAISES

Six mois après l'annonce de la loi sur l'amnistie et des espérances d'amélioration du climat politique, les autorités de la RPP en reviennent à une politique de répressions et de persécutions envers la société. La liste des prisonniers politiques non concernés par cette amnistie s'allonge sans cesse: viennent s'y ajouter les noms de militants syndicaux comme Wladyslaw Frasyniuk, Andrzej Gwiazda, Bogdan Lis, Adam Michnik.

Les actuelles activités répressives des autorités, prouvent que l'amnistie n'avait été qu'une manoeuvre propagandiste et conjoncturale, en vue de gagner la confiance au pays et à l'étranger. Elles prouvent également que les principes de l'exercice du pouvoir en RPP n'ont pas changé.

OPERATIONS CONTRE LES ACTIVITES DE "SOLIDARNOSC" A L'ETRANGER

Dernièrement la propagande de la RPP a attaqué d'une manière sans précédent les activités du Bureau de Coordination de NSZZ "Solidarnosc" à l'Etranger et particulièrement le directeur de celui-ci, Jerzy Milewski. On lui reproche des contacts avec des services de renseignements et des activités de diversion.

La propagande des autorités a pour but de jeter le discrédit sur nos contacts à l'étranger, ainsi que sur l'appui et le respect international dont jouit "Solidarnosc". A preuve: les attaques actuelles contre le Bureau de Coordination se font sentir suite à une série de rencontres de Jerzy Milewski avec de grands hommes d'Etat occidentaux.

Nous déclarons que l'activité à l'étranger de notre syndicat est menée conformément à nos attributions statutaires votées par le Congrès National de NSZZ "Solidarnosc". Jerzy Milewski et le Bureau qu'il dirige ont un mandat pour mener les activités étrangères de "Solidarnosc" et l'exécutent aux directives de la Commission de Coordination Provisoire; la TKK porte l'entière responsabilité de ces activités.

- - - -

JACEK PALUBINSKI, un simple soldat de l'armée polonaise, a été condamné à un an de prison par la Cour martiale de l'armée de l'Air de Poznan pour avoir distribué "Tygodnik Mazowsze" et "Wola", deux publications clandestines.

WLODZIMIERZ CHMIELOWIEC, un ouvrier de 19 ans vivant à Zabrze, a été arrêté le 4 février au moment où il recueillait des signatures pour une pétition de protestation. Il avait récolté 1340 signatures quand la police fut prévenue de ses activités. Chmielowiec avait déjà été arrêté auparavant et expulsé de son école en juin 83 pour avoir participé à un front de résistance étudiante. En décembre 83, il avait été condamné à 18 mois de prison avec sursis, sur base de preuves falsifiées au cours d'une perquisition chez lui.

MIROSLAW ANDRZEJEWSKI, un jeune étudiant, a été arrêté le 14 février pour avoir distribué des publications clandestines de l'opposition. Il est en détention préventive depuis deux mois. Andrzejewski avait été interné le 13 décembre 1981, il s'était évadé du camp et avait vécu dans la clandestinité jusqu'au mois de janvier 1983.

MACIEJ MACH, un ouvrier de l'usine sidérurgique "Huta Lenine" de Cracovie, a été arrêté le 14 février et maintenu en détention préventive pour trois mois. Son arrestation fait partie de la nouvelle vague de répressions dirigée contre les sidérurgistes suspectés de travailler pour NSZZ "Solidarnosc".

JAROSLAW KAPSA avait décidé de protester...tout seul contre l'augmentation des prix, le 25 février à 16 heures à Czestochowa. A 100 mètres du commissariat de police, il a brandi une banderolle et distribué des tracts. Dix minutes après, il était arrêté. Kapsa, un membre de NSZZ "Solidarnosc" de 28 ans, n'a jamais pu trouver de travail depuis qu'il était sorti du camp où il avait été interné le 13 décembre 1981.

KRYSTIAN KONIK, le chef de la commission d'entreprise de NSZZ "Solidarnosc" à l'Office central d'ingénierie minière (COIG) à Katowice, a été plusieurs fois interné, arrêté, jugé depuis 1982. Interné d'avril à novembre 82, il fut arrêté puis jugé pour avoir organisé et mené la grève au COIG en décembre 81. Son premier procès commença en mars 83 et se termina par sa libération. Il fut de nouveau arrêté le 28 avril 83 et accusé de détournement de fonds syndicaux. Il fut prouvé que sa gestion des fonds était exemplaire: il fut donc déclaré non-coupable et libéré lors de l'amnistie de juillet 84. Quelques mois plus tard, le ministère de la Justice réouvrit son dossier et le remit à la cour de justice de la voïevodie pour révision du procès. Ainsi donc, K. Konik se retrouva au tribunal pour la troisième fois et fut encore déclaré non-coupable le 31 novembre 84. Néanmoins, il

doit aujourd'hui travailler comme ouvrier, puisqu'on n'a jamais voulu qu'il réintègre sa fonction au COIG.

LES RAPPORTS MEDICAUX de 1984 montrent que les cas de salmonellose ont augmenté de 62% en 83 tandis que les autres cas d'empoisonnement par nourriture avariée se sont accrus de 53% et les cas de dysenterie de 42%.

AMNESTY INTERNATIONAL a publié plusieurs déclarations en mars concernant neuf membres de NSZZ "Solidarnosc" et de la Confédération pour une Pologne Indépendante (KPN). Il s'agit de Grzegorz Dziarski, Marek Kosela, Waldemar Kros, Krzysztof Krol, Leszek Moczulski, Stanislaw Niecki, Adam Slomka, Andrzej Szomanski et Dariusz Wojcik. Selon Amnesty International, leur arrestation viole leurs droits à la liberté d'expression protégés par l'article 19 ±2 de la Convention Internationale des Nations-Unies sur les droits civils et politiques, signée et ratifiée par le gouvernement polonais.

AMAZONKA, une publication de NSZZ "Solidarnosc" réalisée par et pour les femmes, vient de parvenir dans notre bureau. Editée à Bydgoszcz, elle contient de nombreux articles qui soutiennent la thèse des samedis libres et des salaires égaux et qui décrivent le rôle des femmes dans l'histoire de la résistance polonaise.

LES REPRESENTANTS des commissions d'entreprises de NSZZ "Solidarnosc" (KZ) et les dirigeants syndicaux de la région de Basse-Silésie (Wroclaw) ont eu une réunion commune au début février. Ils y ont passé en revue les activités syndicales, présenté le bilan financier pour 1984. Sur base de la situation socio-économique du pays, ils ont évalué le champ et les effets des activités des diverses structures syndicales opérant dans des milieux plus restreints, ils ont aussi discuté leur coordination organisationnelle. Les représentants de Boleslawiec, Glogow, Milicz, Swidnica, Wolow et Zabkowice Slaskie participaient aux débats.

LES DOCUMENTS, bulletins et autres livres appartenant au comité d'entreprise NSZZ "Solidarnosc" à l'usine d'équipement d'aviation de Varsovie a brûlé le 8 février. Les brassards, les affiches et les photographies de divers meetings ont aussi disparu dans les flammes.

DEUX USINES produisant du matériel d'aviation ont participé à la grève de 15 minutes le 28 février. Les travailleurs, qui étaient pour la plupart opposés à l'annulation de la grève par le président de NSZZ "Solidarnosc" Lech Walesa, ont quand même organisé leur action de protestation malgré les menaces de la direction.

LES MEMBRES de NSZZ "Solidarnosc" travaillant aux ateliers de construction ferroviaire de Gdansk nous

informent que, sur les 1800 employés des ateliers, seuls 300 ont rejoint les néo-syndicats. La plupart de ces nouveaux adhérents pensent ainsi éviter les diverses mesures de répression disciplinaire. En effet, seuls les membres des néos-syndicats auront le droit de partir travailler en Irak avec lequel les ateliers de construction ferroviaires polonais ont un contrat. Et, aux ateliers de Gdansk, tout le monde sait que pour être envoyé à l'étranger, il faut en plus promettre au directeur, monsieur Kotecki, membre du parti et des néo-syndicats, de lui ristourner 10 dollars par mois sur son salaire. Or, il y a 100 ouvriers qui partiront en Irak.

LES DIRECTEURS de diverses industries ont discuté, lors d'une récente rencontre du parti communiste, les possibilités d'abroger la loi qui permet aux travailleurs de choisir librement leur emploi. Les travailleurs ne pourront plus changer de lieu de travail ou bien, s'ils insistent pour le faire, on leur imposera le barème de salaires le plus bas. Un retour au servage en quelque sorte.

LE CONGRES POLONAIS des Etats-Unis (PAC), qui siège à Chicago, a publié, le 22 mars, un rapport sur la résurgence de la répression en Pologne. Au nom de la communauté polonaise, le président de PAC, A. Mazewski, déclare que l'amnistie de juillet 84 et la libération de 652 prisonniers politiques ne sont qu'une manœuvre honteuse destinée à décevoir le peuple polonais, une tentative de briser l'isolement vis-à-vis des pays occidentaux et un moyen de permettre une levée des sanctions imposées par les Etats-Unis. Monsieur Mazewski exige la libération immédiate de Wladyslaw Frasyuniuk, Bogdan Lis, Adam Michnik, Leszek Moczulski et de tous les autres prisonniers politiques.

Le BUREAU de Coordination à l'Etranger de NSZZ "Solidarnosc" a envoyé, le 25 mars, une lettre au Premier ministre de Grande-Bretagne, madame Margaret Thatcher, où il exprime tout son soutien à l'appel pour la réintégration des mineurs britanniques licenciés.

LES SOVIETIQUES HORS D'AFGHANISTAN, c'était le slogan d'une marche qui a eu lieu à Stockholm le 23 mars. Quelques 8000 personnes ont pris part à cette action, organisée par le Comité Suédois de Soutien à l'Afghanistan et l'Union Suédoise pour la Paix. Quatre des cinq groupes parlementaires suédois ont participé à la manifestation ainsi que de nombreuses organisations de jeunes, de femmes et d'émigrés des pays de l'Est. Les affiliés du syndicat suédois LO étaient représentés. Au moment du rassemblement de la marche, les organisateurs ont lu une déclaration soutenant cette action émanant du Bureau de Coordination à l'Etranger de NSZZ "Solidarnosc".

JERZY URBAN, le porte-parole du gouvernement, a déclaré, lors d'une conférence de presse destinée aux

journalistes étrangers, ce 26 février, que les gelées de ce très rude hiver ont causé pour l'année 1984 un déficit dans la production estimé à 60 milliards de zlotys (approximativement 434 millions de dollars). La perte, selon Urban, sera récupérée en 1985. Il a aussi spéculé sur les pertes potentielles occasionnées par la grève de 15 minutes du 28 février à l'appel de NSZZ "Solidarnosc" contre l'augmentation des prix: selon lui, la production polonaise de 15 minutes équivaut à quelques 1,350 milliards de zlotys. Donc, selon les calculs de "Solidarnosc News", le déficit de 1984 pourrait être rattrapé en onze

heures de travail supplémentaires, évidemment. Une solution plus simple serait l'amélioration des méthodes inefficaces de production. En effet les statistiques publiées par la fédération nationale des consommateurs montrent que les pertes dues aux méthodes périmées se montent à 1000 milliards de zlotys en 1984, soit 25 % du revenu national.

SOURCES: Glos Slasko-Dabrowski no. 1 (30); Rzeczpospolita 27.03.85; Tygodnik Mazowsze no. 119; Tygodnik Powszechny no. 11; Wola nos. 9, 10; Z Dnia na Dzien no. 8/352.

*

*